



## ***Ce n'est pas avec l'allocation impossible des Conservateurs qu'on aura des services de garde de qualité***

*CCAAC / ACPSGE Ottawa 5 Dec 05*

Selon l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, le plan conservateur d'allocation impossible en matière de services de garde est déconnecté de la réalité des familles modernes.

« Une allocation impossible n'est pas un service de garde et un leader politique devrait pouvoir faire la différence », a dit la directrice générale de l'ACPSGE, Monica Lysack. « Refiler le problème aux parents en leur donnant un peu d'argent n'est pas une solution. Ça ne donne pas de services de garde aux parents qui travaillent ni de programmes éducatifs à leurs enfants ».

Madame Lysack explique qu'il y a un écart tel entre l'allocation impossible proposée par les Conservateurs et le véritable coût d'un service de garde que cette mesure aura peu d'impact sur l'offre de services. Présentement, il existe juste assez de places en services de garde réglementés pour répondre aux besoins de 15 p. cent des familles qui ont des enfants âgés de moins de douze ans. Par ailleurs, les parents qui travaillent n'auront pas droit à la pleine allocation parce qu'elle est impossible.

Le plan de monsieur Harper est une deuxième mouture du programme en matière de services de garde de l'ancien gouvernement Harris en Ontario, un programme qui a failli lamentablement. « Harris a versé un supplément pour la garde d'enfants qui n'a pas généré de nouveaux services de garde et sa mesure fiscale pour la construction de garderies n'a pas créé une seule nouvelle place ».

Madame Lysack a dit que le projet des Conservateurs ne rendra pas compte de l'utilisation des impôts des contribuables. En effet, il ne sera pas possible de vérifier si l'argent est effectivement dépensé pour des services de garde, à plus forte raison pour des services de garde de bonne qualité. « Un investissement de 2,5 milliards par année non lié aux services de garde va à l'encontre de toute forme de reddition de comptes en ce qui a trait aux dépenses publiques ».

De plus, les Conservateurs disent qu'ils ne respecteront que la première année des ententes sur cinq ans en matière de services de garde conclues entre les provinces et le fédéral. « Les parents et les provinces vont se retrouver le bec à l'eau après que Harper aura mis fin à ces ententes. Finis la planification et le développement dans le but d'étendre et d'améliorer les réseaux de services de garde en cours actuellement dans la plupart des provinces ».

Madame Lysack a dit que l'ACPSGE souhaite que le prochain gouvernement investisse plus d'argent en vue de l'accroissement des services de garde sans but lucratif et qu'il

adopte une loi garantissant à chaque enfant le droit à un service de garde à l'enfance de bonne qualité.